

votees. La semaine dernière, le gouvernement des Etats-Unis autorisait la dépense de \$50,000 pour relier par une bonne route deux petits villages situés à une quinzaine de milles au sud de la frontière—\$50,000 pour l'établissement d'une route permanente à travers un banc de sable. Et pour que les eaux n'entament point la chaussée, on ira jusqu'à maçonner les fossés en moellons. On sait faire les choses là-bas: on emploie les soldats à des travaux bien rémunérés; on ne se borne pas, comme on fait au Canada, à verser à chacun des anciens combattants, à sa libération, une somme représentant trois, six ou neuf mois de solde. Nous ne savons pas nous y prendre comme nos voisins qui, eux, ont de l'argent en abondance, tandis que notre pays, il n'y a pas à en douter, est au seuil de la banqueroute.

Ayant déjà occupé un siège à la Chambre pendant deux sessions, j'ai constaté que les ministériels restent invariablement sourds aux avis émanant de la gauche. Lorsque mon honorable collègue de Renfrew (M. Pedlow) déposa son projet de loi relatif au jour d'actions de grâces, je lui présentai mes félicitations et lui fis observer que si son bill était adopté, c'est que le Gouvernement unioniste aurait daigné, pour la première fois, faire quelque cas d'une mesure législative présentée par un membre de la gauche. Je viens siéger à la Chambre dans le but d'accomplir des choses dénotant quelque progrès. Bien souvent le désir m'est venu de déposer un projet de loi sur un sujet quelconque, mais à quoi bon? J'ai constaté que l'on repousse tout ce que nous proposons. Mais, je vous le dis, c'est fini de cela. Nous avons voulu accomplir quelque chose et il nous a été absolument impossible de faire quoi que ce soit.

Et maintenant vos membres démissionnent; vous remplacez vos ministres; vous ne pouvez résister à la pression. Vous voulez une élection afin qu'un nouveau mandat du peuple vous permette de continuer votre mauvaise administration ou bien que d'autres prennent les rênes du pouvoir à cause de la situation déplorable du pays à l'heure actuelle. Vous êtes prêts à dépenser les derniers des contribuables pour une fin quelconque excepté dans un but utile. . .

M. l'ORATEUR: A l'ordre. Je prierai l'honorable député de s'adresser au président.

M. BALDWIN: Monsieur l'Orateur, je vous fais mes excuses. J'ai dit que nous construisions une grande machine militaire dans ce pays. Tandis que nos délégués de la paix travaillaient à l'étranger, de con-

cert avec les autres membres du conclave, à formuler les conditions d'une paix universelle, nous construisions ici une grande machine militaire en prévision de quelque guerre glorieuse dans l'avenir.

Mais a-t-on jamais connu une guerre glorieuse dans l'histoire du monde? Non. La guerre, c'est la destruction; la guerre, c'est le meurtre; la guerre c'est l'enfer. Les guerres ont détruit la substance de ce monde, les guerres ont anéanti l'espèce humaine. Au cours du terrible conflit, de huit à neuf millions d'hommes ont été tués. Des milliers ont succombé à la douleur. Un grand nombre de pères et de mères pleurent aujourd'hui leurs morts; des veuves et des orphelins sont plongés dans le chagrin et le désespoir; des dizaines de mille de jeunes filles dans l'univers ont perdu leurs fiancés. Peut-on dire alors que la guerre soit excusable?

Pourquoi édifierions-nous une machine militaire en ce pays, borné qu'il est de trois côtés par de vastes océans et au sud par cette grande et pacifique puissance, les Etats-Unis, dont le meilleur élément est échelonné le long de nos frontières. Devons-nous construire une machine dont le but soit la destruction de l'humanité? Non, et ce n'est pas nécessaire. Il nous faut réduire l'effectif de notre armée permanente le plus possible en tenant compte de la sécurité de la nation. Nos soldats sont allés combattre à l'étranger et y sont morts pour assurer le triomphe de la paix et écarter à jamais toutes les guerres. Respectons les aspirations pour lesquelles ces hommes ont lutté; ne gaspillons pas l'argent du peuple en construisant une machine militaire dispendieuse.

J'ai dit quelques mots au sujet de la situation financière du Canada, j'ai fait observer l'état déplorable dans lequel nous sommes plongés. J'ai affirmé que le ministère ne peut faire honneur à ses obligations, que ses membres démissionnent et qu'il se propose d'imposer par surprise une élection au pays. Je crois que c'est le but de cette session, mais nous sommes trop avertis de ce côté-ci de la Chambre pour tomber dans le piège. Du moins, c'est mon avis.

Le prince de Galles visite notre patrie. Ses paroles sont magnifiques, il gagne les cœurs du peuple. De ville en ville, son esprit démocratique lui acquiert l'estime générale. Il montre tout son amour de l'humanité et son désir de voir fleurir une paix universelle, ses sentiments sont ceux d'Abraham Lincoln et de sir Wilfrid Laurier. Jamais, dans l'histoire du Canada, aucun gouvernement n'a eu autant que

[M. Baldwin.]